

**RECOMMANDATIONS DU GROUPE CONSULTATIF AD HOC SUR L'USOAP-CMA (USOAP-AG)
APPROUVÉES PAR LE CONSEIL**

Titre	Groupe A : Douze recommandations relatives aux données, aux informations et aux éléments de renseignement à l'appui de l'USOAP-CMA
Objectifs	Examiner des façons de mieux partager et utiliser les données, les informations et les éléments de renseignement recueillis et produits par l'OACI, les parties prenantes, l'industrie et d'autres sources pertinentes à l'appui de l'USOAP-CMA.
Justification	Le concept de surveillance continue prévoit l'utilisation d'un vaste éventail de données et d'informations provenant de l'OACI et des diverses parties prenantes pour le soutien de l'USOAP-CMA dans la hiérarchisation des États aux fins des activités USOAP-CMA, la définition du champ d'application des activités et la préparation de celles-ci et d'autres procédures USOAP. C'est ainsi que l'OACI a conclu et renforcé des accords juridiques avec certains États ainsi que des organisations internationales et régionales d'aviation civile pour le partage de données et d'informations de sécurité confidentielles. Pendant toute la durée de la transition et du fonctionnement de l'USOAP-CMA, l'entité chargée de la surveillance et de la supervision (entité MO) trouve, analyse et utilise des données et des informations mondiales viables générées principalement par l'OACI pour la hiérarchisation des États aux fins des activités USOAP-CMA et la préparation aux activités planifiées. Il était envisagé que la CMA utilise le score en matière de mise en œuvre effective (EI) comme indicateur, avec d'autres sources de données et d'informations, pour dresser un « profil USOAP de l'État », mais l'USOAP-CMA n'a pas élaboré ce produit. Afin de renforcer la pratique actuelle, les données et les informations générées par les parties prenantes, l'industrie et d'autres sources pertinentes devraient être analysées pour établir si elles peuvent servir au renforcement de la surveillance continue des États, y compris la hiérarchisation de ces derniers aux fins des activités USOAP-CMA, la définition de leur champ d'application, la préparation aux activités planifiées et l'éventuel établissement d'un « profil USOAP de l'État ».
Recommandations	L'USOAP-AG recommande ce qui suit : <u>Indicateurs pour la hiérarchisation des États aux fins des activités USOAP-CMA et du profil USOAP de l'État :</u> A.1. Renforcer le processus d'hiérarchisation en définissant plus avant les indicateurs USOAP indiqués dans le <i>Manuel du Programme universel d'audits de supervision de la sécurité — Surveillance continue</i> (Doc 9735), les sources de données/informations les concernant, leur poids relatif et leur corrélation, lorsque cela est pertinent. A.2. Après avoir établi sa périodicité, effectuer un examen stratégique périodique des indicateurs USOAP, de leur présentation et de leur utilisation afin d'en assurer l'efficacité et la pertinence.* A.3. Établir et mettre en œuvre des moyens pour que l'entité MO fasse évoluer le « profil de risque de sécurité de l'État » en un « profil USOAP de l'État » documenté, piloté par des données/informations et basé sur les risques, qui tient compte des indicateurs USOAP, est produit à intervalles réguliers et est partagé seulement avec l'État concerné. Enfin, ajouter une option dans le profil USOAP de l'État pour permettre aux États d'exporter eux-mêmes le profil ou à un État membre de le partager avec les États membres et les RSOO qui ont conclu un arrangement de travail avec l'OACI sur les activités de surveillance de l'État/des États.

Titre	Groupe A : Douze recommandations relatives aux données, aux informations et aux éléments de renseignement à l'appui de l'USOAP-CMA
Recommandations	<u>Données et informations des « programmes d'audit/évaluation des parties prenantes et de l'industrie »¹:</u> A.4. Mettre en correspondance les programmes d'audit/d'évaluation pertinents des parties prenantes et de l'industrie, y compris leurs produits spécifiques, avec les domaines d'audit USOAP applicables, les éléments cruciaux et/ou les composants du PNS.* A.5. Dresser un tableau des apports² potentiels à l'USOAP-CMA qui peuvent renforcer la surveillance continue des États et aider à classer les activités USOAP-CMA par ordre de priorité, à définir le champ d'application des activités, à préparer les activités prévues et à dresser un « profil USOAP de l'État ».* A.6. Examiner des façons d'utiliser ces apports dans le processus d'hierarchisation, la phase de préparation des activités et l'élaboration future d'un profil USOAP de l'État.* A.7. Étudier la possibilité d'élaborer et de mettre en œuvre des mécanismes de rapprochement des données, conformément aux politiques en matière de cybersécurité et de confidentialité, destinés à faciliter l'utilisation des données appropriées des programmes d'audit/d'évaluation des parties prenantes ou de l'industrie dans le cadre de l'USOAP-CMA.* A.8. Examiner régulièrement et tenir à jour la mise en correspondance et le tableau.* A.9. Élaborer un cadre de gestion des données pour les besoins de la surveillance continue des États dans le cadre de l'USOAP-CMA afin de s'occuper des sources de données et d'informations, de leur hiérarchisation, des critères d'utilisation justifiée et appropriée, de l'élimination des conflits d'intérêts et des processus connexes. <u>Autres sources pertinentes :</u> A.10. Renforcer l'engagement auprès des États qui ont recours aux services des RSOO et, le cas échéant, des RAIO, ou qui leur confient des fonctions précises, en examinant des façons d'utiliser les données à l'appui : a. de l'élaboration d'auto-évaluations exactes et à jour, pour faire en sorte que le niveau d'engagement des RSOO dans les questions de protocole (PQ) pertinentes soit pris en compte de manière effective ; b. de l'élaboration de plans d'actions correctives ; et c. de la préparation aux activités USOAP-CMA. A.11. Renforcer les synergies, ou créer des synergies, entre l'USOAP-CMA et les programmes d'audit/d'évaluation des RSOO, lorsqu'il y a lieu. A.12. Examiner l'utilisation d'autres ensembles de données de sécurité pour continuer de faire évoluer le concept de CMA, par exemple* : a. comptes rendus d'occurrence ; b. comptes rendus d'incident³ ; c. données opérationnelles et de navigation aérienne.

¹ « Programmes d'audit/d'évaluation des parties prenantes » : audits, les inspections, les examens ou les évaluations des capacités des États en matière de supervision de la sécurité, d'enquêtes sur les accidents/incidents et de gestion de la sécurité, qui sont effectués par les autorités aéronautiques, les organisations régionales de supervision de la sécurité et tout autre organisme aéronautique international, régional ou sous-régional.

« Programme d'audit/d'évaluation de l'industrie » : audits, les inspections, les examens ou les évaluations visant l'industrie aéronautique qui peuvent contribuer à déterminer les capacités des États en matière de supervision de la sécurité, d'enquêtes sur les accidents/incidents et de gestion de la sécurité, et qui sont effectués par les autorités aéronautiques, les organisations régionales de supervision de la sécurité et tout autre organisme aéronautique international, régional ou sous-régional.

² Les apports devraient comprendre les données et informations produites, collectées ou analysées à l'OACI.

³ Les accidents et incidents faisant l'objet d'enquêtes (Annexe 13) et les comptes rendus publiés connexes, entre autres sources de données et d'informations, sont des sources déjà prises en compte par l'USOAP CMA pour la hiérarchisation et la préparation aux activités.

* Cette recommandation peut être avancée en tant qu'initiative de la plate-forme de consultation USOAP visée dans la Recommandation C.2.

Titre	Groupe A : Douze recommandations relatives aux données, aux informations et aux éléments de renseignement à l'appui de l'USOAP-CMA
Avantages et défis	Un examen stratégique périodique des sources de données et d'informations actuelles utilisées par le programme comme indicateurs pour la hiérarchisation des États aux fins des activités USOAP-CMA peut améliorer l'efficacité et la pertinence des indicateurs. De plus, définir ces indicateurs dans le Doc 9735 pourrait renforcer la communication avec les États et accroître la transparence sur le processus d'hiérarchisation aux fins des activités USOAP-CMA. L'examen stratégique pourrait aussi améliorer le ciblage des questions prioritaires. La création d'un « profil USOAP de l'État » apporterait des informations sur les domaines d'intérêt pour la surveillance des capacités des États en matière de supervision de la sécurité, d'enquête sur les accidents/incidents et de gestion de la sécurité, ce qui aiderait au renforcement de la représentation du score EI. Le profil de sécurité USOAP peut informer les États sur les domaines d'intérêt, ce qui peut créer des occasions de surveillance continue pour les États, avec la possibilité d'améliorer et de résoudre les points faibles de façon proactive, sans activité USOAP-CMA. Ces recommandations peuvent aussi améliorer la communication entre les États et l'OACI. L'OACI a conclu des accords avec des parties prenantes et des acteurs de l'industrie en vue du partage d'informations confidentielles, mais il est possible que certains doivent être mis à jour ou conclus en vue de la réalisation des recommandations du groupe considéré ici. Étant donné que les produits des programmes d'audit/d'évaluation des parties prenantes et de l'industrie sont déterminés et mis en correspondance avec l'USOAP-CMA pour qu'il soit possible d'établir comment et dans quelle mesure ces programmes peuvent soutenir l'USOAP, les synergies entre eux et l'USOAP-CMA pourraient être renforcées. L'utilisation d'informations supplémentaires provenant de ces processus peut aider à la hiérarchisation des États aux fins des activités USOAP-CMA, à la préparation de ces dernières ainsi qu'à la détermination/l'évaluation des capacités des États en matière de supervision de la sécurité, d'enquête sur les accidents/incidents d'aéronef et de gestion de la sécurité dans un « profil USOAP de l'État ». Des informations détaillées et à jour sur les services fournis par les RSOO/RAIO pour soutenir les États peuvent améliorer les économies et l'efficacité de la réalisation des capacités des États en matière de supervision de la sécurité, d'enquête sur les accidents et de gestion de la sécurité. De plus, lorsque différents ensembles de données de sécurité opérationnelle sont disponibles, ils pourraient être utilisés avec des informations de risque provenant d'issues défavorables (accidents). La pondération de ces informations devrait tenir compte du fait qu'un profil de risque ne peut pas être déterminé uniquement à l'aide de ces données ou sans savoir ce que sont des événements ou des taux d'événement inhabituels. L'utilisation de ces données peut soutenir l'approche fondée sur des éléments probants, tenant compte des risques et axée sur les résultats de l'USOAP-CMA.
Incidences sur les ressources	Pour la collecte, l'analyse et l'utilisation des données et informations viables supplémentaires provenant des parties prenantes, de l'industrie et d'autres sources, l'entité MO aura besoin d'une analyse aéronautique spécifique. Une coordination des ressources humaines et des moyens, ainsi que des outils de technologie de l'information (TI) seront aussi nécessaires. La mise en œuvre de ces recommandations nécessitera peut-être aussi des ressources et des apports de groupes de réflexion. Des ressources humaines supplémentaires seront nécessaires pour adapter les méthodes, les processus et les outils USOAP afin de permettre aux États et, le cas échéant, aux RSOO/RAIO, de fournir des informations sur les processus et les fonctions ainsi que leurs interfaces. L'OACI devra peut-être réviser les accords juridiques existants sur le partage de données et d'informations confidentielles, ou en créer d'autres avec les parties prenantes ou les partenaires de l'industrie.

Titre	Groupe B : Trois recommandations relatives à la validation des résultats des programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes par l’USOAP⁴
Objectifs	Réduire le dédoublement des activités d’audit/d’évaluation de l’OACI et des parties prenantes dans les États.
Justification	L’OACI et les parties prenantes effectuent des audits, des inspections, des examens et/ou des évaluations des capacités des États en matière de supervision de la sécurité, d’enquête sur les accidents/incidents et de gestion de la sécurité. Ils recueillent des données et des informations sur les carences des États et les progrès de leurs efforts pour résoudre des constatations antérieures, compte tenu de leur mandat. Bien qu’elles n’aient pas la même portée ni la même teneur, les données et les informations des programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes, avec les éléments probants à l’appui, peuvent servir à l’USOAP-CMA pour la validation. Un tel renforcement de la synergie peut fournir à l’USOAP-CMA un apport permettant d’éviter les doubles emplois entre les programmes et d’alléger le fardeau des États. Étant donné que le champ d’application de l’USOAP-CMA est le plus grand entre les programmes, pour ce qui est à la fois des entités auditées et des domaines techniques audités/évalués, ces recommandations pourraient maximaliser l’efficacité et l’efficacité du programme grâce au renforcement de la synergie.
Recommandations	L’USOAP-AG recommande ce qui suit : B.1. Mettre en correspondance et relier par des références croisées les méthodes, processus et outils pertinents, notamment les PQ de toutes les activités USOAP-CMA, et ceux des programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes. Chaque fois que c’est possible et autant que faire se peut, collecter des données et des informations (constatations, progrès, éléments probants à l’appui, etc.) provenant des programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes en vue de leur éventuelle validation par l’OACI, en coordination avec l’État concerné. B.2. Examiner des façons ou des moyens de renforcer les synergies entre l’USOAP et les programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes dans le but d’alléger le fardeau des États tout en préservant l’acceptation mondiale de l’USOAP. B.3. Sur une base régulière, faire part du plan d’activités de l’USOAP ou le coordonner avec les calendriers des programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes.

⁴ Programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes » : audits, les inspections, les examens ou les évaluations des capacités des États en matière de supervision de la sécurité, d’enquêtes sur les accidents/incidents et de gestion de la sécurité, qui sont effectués par les autorités aéronautiques, les organisations régionales de supervision de la sécurité et tout autre organisme aéronautique international, régional ou sous-régional.

Titre	Groupe B : Trois recommandations relatives à la validation des résultats des programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes par l’USOAP⁴
Avantages et défis	En mettant en correspondance et reliant par des références croisées les méthodes, processus et outils pertinents de l’USOAP-CMA, notamment les PQ, et ceux des programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes, les chevauchements entre les programmes deviendront évidents, de même que les données, les informations et les éléments probants à l’appui qui peuvent être collectés, utilisés et validés par l’USOAP. Les données et informations validées pourraient changer l’état d’une PQ de l’USOAP et avoir une incidence sur le score EI de l’État. La collecte et la validation des données et des informations avec les éléments probants à l’appui issus des programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes, et le partage et la coordination des activités entre l’USOAP et ces programmes peuvent renforcer les synergies entre les programmes et les activités, éviter des activités d’audit/d’évaluation répétitives ou faisant double emploi et accroître davantage l’efficience et l’efficacité du programme. Cela dit, étant donné que l’USOAP et les programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes ont une nature dynamique, des objectifs, un champ d’application, des critères ou une profondeur différents, ne suivent pas le même calendrier et ne sont pas alignés sur les compétences des auditeurs/SME/évaluateurs, les divers aspects doivent en premier lieu être mis en correspondance et évalués afin de déterminer dans quelles activités la collecte et la validation des données et des informations, avec les éléments probants, sont possibles et avantageuses. La mise en correspondance et l’évaluation devront être mises à jour chaque fois que l’un quelconque des programmes est modifié. Autre défi : amener tous les États à accepter que les résultats de l’USOAP-CMA pourraient changer à la suite d’évaluations validées par l’OACI mais réalisées par d’autres programmes de parties prenantes.
Incidences sur les ressources	La mise en œuvre de ces recommandations se traduira par des économies et une réduction des interventions faisant double emploi dans les États. Les premiers projets issus de ces recommandations peuvent être gérés et exécutés par des SME de l’entité MO avec des contreparties provenant des parties prenantes, mais cela pourrait retarder d’autres tâches en raison du réaménagement des priorités des SME participant aux projets. Des consultants ou du personnel détaché seront peut-être nécessaires pour aider à ces projets. Une fois achevés la mise en correspondance et le référencement croisé initiaux des méthodes, processus et outils pertinents de l’USOAP-CMA, notamment des PQ, l’entité MO aura besoin de ressources et de moyens de coordination, ainsi que d’outils de TI pour les actualisations de la mise en correspondance et des références croisées et pour la collecte et l’analyse des données et des informations issues des programmes d’audit/d’évaluation des parties prenantes. Les activités proposées de validation par l’USOAP augmenteront la charge de travail des administrateurs – normes et procédures (SPO), des experts techniques (TO) et des détachements de longue durée à l’appui du programme de l’entité MO.

Titre	Groupe C : Deux recommandations relatives au mécanisme de coordination et à la plate-forme de consultation
Objectifs	A. Renforcer la coordination et le partage des données, informations et éléments de renseignement au sein des programmes et initiatives de l'OACI, ainsi qu'entre l'USOAP-CMA et les programmes des parties prenantes et de l'industrie, à l'avantage de l'USOAP-CMA. B. Renforcer l'efficacité et l'efficacé en fournissant des avis stratégiques et techniques sur l'évolution de l'USOAP-CMA.
Justification	Les programmes et les initiatives créés par l'OACI, les parties prenantes et l'industrie (comme les programmes d'audit/d'évaluation/d'inspection/de normalisation par domaine et/ou objectif précis) génèrent des données et des informations qui pourraient être utiles à la surveillance des États dans le cadre de l'USOAP-CMA. L'établissement d'un mécanisme de coordination interne dans les programmes et initiatives de l'OACI, et l'établissement d'une plate-forme de consultation entre l'USOAP-CMA, les programmes des États, ceux des parties prenantes et ceux de l'industrie ont le potentiel de générer des éléments de renseignement sur l'aviation et de réduire les chevauchements entre les programmes. De surcroît, les programmes et initiatives réunissent des experts qui peuvent fournir des avis stratégiques et techniques de nature à renforcer l'efficacité et l'efficacé de l'USOAP-CMA.
Recommandation	L'USOAP-AG recommande ce qui suit : C.1. Envisager l'établissement d'un mécanisme de coordination interne afin de faciliter le partage des données et des informations qui pourraient être utiles notamment à la surveillance des États dans le cadre de l'USOAP-CMA et à la coordination des programmes d'évaluation de l'industrie reconnus par l'OACI ; C.2. Établir une plate-forme de consultation avec l'ensemble des États membres de l'OACI, des parties prenantes et des partenaires de l'industrie pour la fourniture continue d'avis stratégiques et techniques sur l'évolution de l'USOAP-CMA, en vue de renforcer l'efficacité et l'efficacé du programme. Conformément au modèle de gouvernance actuel, la plate-forme de consultation peut lancer des initiatives précises (certaines recommandations du Groupe A pourraient être avancées grâce à cette plate-forme) et fournir des avis au Secrétariat sur les propositions relatives à l'évolution de l'USOAP-CMA destinées à être présentées au Conseil pour approbation. Les comptes rendus triennaux à l'Assemblée et les rapports annuels au Conseil ne sont pas touchés. Le mécanisme de coordination et la plate-forme de consultation peuvent tous deux comprendre des échanges avec un ou des groupes d'experts établis, s'il y a lieu et selon qu'il convient. Bien qu'il soit prévu qu'ils contribuent à l'évolution de l'USOAP-CMA, ils soutiendront ceux qui participent au programme. La composition de l'USOAP-AG peut être utilisée pour la fourniture d'apports de niveau stratégique à la plate-forme de consultation.
Avantages et défis	À l'interne, les programmes de l'OACI pourraient accroître le partage des données, informations et éléments de renseignement ainsi que la coordination et l'harmonisation d'un bout à l'autre de l'Organisation. À l'externe, une meilleure consultation entre l'USOAP et les programmes des parties prenantes et de l'industrie peut renforcer l'efficacité et donner lieu à des avis stratégiques et techniques qui contribueront à l'évolution continue du programme. À l'interne comme à l'externe, le partage des données et des informations pertinentes et l'harmonisation des objectifs de toutes les parties soulèveront des défis.
Incidences sur les ressources	Pour établir un mécanisme de coordination au sein de l'OACI, le Secrétariat devra définir le mandat et procéder à la désignation des points focaux des programmes approuvés par l'Organisation, ce qui nécessite l'affectation de ressources humaines dans toutes les directions et tous les services.

Titre	Groupe C : Deux recommandations relatives au mécanisme de coordination et à la plate-forme de consultation
	À l'externe, l'entité MO devra établir et soutenir un mécanisme de consultation avec les représentants d'États, de parties prenantes et d'acteurs de l'industrie sélectionnés afin d'aider à l'élaboration d'initiatives/avis stratégiques et techniques. L'OACI pourrait aussi avoir à conclure des accords juridiques supplémentaires avec des parties prenantes et des acteurs de l'industrie pour la mise en œuvre de ces recommandations, selon les parties et les initiatives concernées.

Titre	Groupe D : Cinq recommandations relatives à la gestion des demandes d'annulation ou de report et à une plus grande transparence
Objectifs	A. Améliorer l'efficacité et l'efficacité de l'USOAP-CMA en réduisant le nombre de demandes d'annulation ou de report d'activités USOAP-CMA. B. Accroître la transparence par le partage d'informations sur les reports ou annulations d'activités USOAP-CMA.
Justifications	En 2019, presque 20 % d'États ont reporté ou annulé l'activité USOAP-CMA planifiée pour eux (cf. C-WP/14993, § 3.2). Le report ou l'annulation par un État d'une activité USOAP-CMA planifiée influe directement sur le programme, affectant l'allocation des ressources, la planification des activités et l'établissement des horaires du personnel. Les modifications du plan d'activités de l'USOAP peuvent quant à elles nuire à la pérennité des ressources humaines, vu que l'établissement des horaires du personnel et la formation en cours d'emploi (OJT) des auditeurs/SME dépendent des activités planifiées et de la disponibilité de personnel détaché pour de courtes périodes. Du point de vue technique, une activité USOAP planifiée non exécutée donne lieu à une priorité non traitée qui doit être réévaluée durant le cycle de planification de l'année suivante. Les États ne sont peut-être pas au courant des effets et des incidences que les annulations et reports d'activités USOAP-CMA ont sur le programme et les États. Augmenter la transparence en faisant part à la communauté aéronautique des informations sur les incidences, les effets et les raisons précises des reports ou annulations d'activités USOAP-CMA contribuerait à l'efficacité et à l'efficacité du programme. Cela dissuaderait les demandes de report ou d'annulation, réduisant ainsi au minimum les perturbations du programme.
Recommandations	L'USOAP-AG recommande ce qui suit : D.1. Envoyer une lettre aux États leur rappelant de se conformer à la résolution A40-13 et au protocole d'accord USOAP-CMA approuvé par le Conseil et d'accepter les activités USOAP-CMA programmées figurant dans le plan d'activités de l'USOAP, lequel devrait également être communiqué aux États par lettre. D.2. Inviter les États à faire parvenir les demandes de report ou d'annulation à l'entité MO dès que possible et au plus tard 120 jours avant l'activité programmée publiée dans l'édition de juin du plan d'activités de l'USOAP. Sauf circonstances exceptionnelles, demander aux États de rembourser les coûts non recouvrables liés au report ou à l'annulation de l'activité programmée s'ils en ont fait la demande moins de 120 jours avant le début de l'activité. La plate-forme de consultation évoquée dans la recommandation C.2 peut aider à définir les circonstances exceptionnelles. D.3. Parallèlement à la recommandation D.4 ci-après, publier les reports ou annulations d'activités USOAP-CMA et les raisons correspondantes dans le plan d'activités de l'USOAP. D.4. Afin d'engager les États qui demandent un report ou une annulation, envisager un processus d'escalade, pouvant comprendre l'envoi d'une demande d'information obligatoire (MIR) et, par la suite, l'établissement d'une préoccupation significative de sécurité (SSC), s'il y a lieu. D.5. Élaborer des éléments indicatifs détaillés traitant des principes, des effets, des incidences, des méthodes de calcul et des solutions de rechange pour le programme et les États qui entraînent des reports et des annulations, ainsi que des motifs et des circonstances exceptionnelles justifiant le report ou l'annulation d'une activité, et d'un mécanisme pour résoudre les désaccords entre les États et l'OACI.
Avantages et défis	En imposant des conséquences aux États qui demandent de reporter ou d'annuler une activité USOAP-CMA, l'OACI peut s'attendre à une diminution des perturbations du plan d'activités de l'USOAP et à une amélioration corrélative de l'allocation des ressources et de la planification générale des activités. Grâce à la stabilisation des horaires des membres d'équipe et de la formation en cours d'emploi, le bassin d'auditeurs/SME disponibles pour les activités augmentera probablement, ce qui renforcera la cohérence de la programmation et de l'exécution des activités USOAP-CMA. De plus, les priorités non évaluées par le programme pour des raisons non justifiées émergeront.

Titre	Groupe D : Cinq recommandations relatives à la gestion des demandes d’annulation ou de report et à une plus grande transparence
Incidences sur les ressources	L’élaboration d’orientations supplémentaires concernant les recommandations nécessitera un plus grand apport des SME de l’entité MO, et il se peut que des consultants ou du personnel détaché soient nécessaires pour aider à ce travail. Le mécanisme pour faire part des informations sur les reports ou annulations au public devra être approuvé par le Conseil. Examen de possibles modifications à apporter au protocole d’accord en fonction des circonstances nationales.

Titre	Groupe E : Dix-huit recommandations relatives aux ressources humaines
Objectifs	A. Faire face de manière durable et effective au volume prévu de fonctions et tâches USOAP-CMA à exécuter. B. Exécuter de manière durable et efficace le nombre nécessaire d'activités USOAP-CMA.
Justification	La viabilité et l'efficacité de l'USOAP-CMA dépendent de quatre aspects des ressources humaines. Premièrement, depuis la mise en œuvre du cycle USOAP-CMA, le programme a évolué de telle sorte qu'il nécessite de nombreuses fonctions et tâches : normalisation ; activités d'audit et de validation ; examens techniques ; évaluations de CAP ; élaboration, tenue à jour et exécution d'ateliers ; sélection, formation et suivi des performances de personnel détaché pour de longues périodes ; soutien des États en coordination avec les bureaux régionaux ; etc. Pour promouvoir les principes du programme (universalité, transparence et divulgation ; audits systématiques, cohérents et objectifs) ainsi que tous les principes d'audit, les activités USOAP-CMA ne peuvent être menées que par des équipes composées de membres du personnel de l'OACI qualifiés pour l'USOAP, habituellement les SPO ou TO de l'entité MO ou des bureaux régionaux. Pour l'exécution de manière durable et efficace des fonctions et tâches de l'USOAP-CMA, le programme exige, pour chaque domaine d'audit, un personnel minimal composé d'un SPO soutenu par un TO. Actuellement, le programme fonctionne avec six SPO sur huit, dans les domaines techniques PEL, OPS, AIR, ANS, AGA et SM. Depuis les débuts de la CMA, il manque un SPO dans les domaines AIG et LEG ; les fonctions sont assurées par du personnel détaché ou par d'autres fonctionnaires de l'entité MO, à titre intérimaire. L'USOAP compte aussi sur des détachements de longue durée pour accomplir la charge de travail prévue pour les TO qui assurent le soutien dans les divers domaines d'audit. Le recours à des détachements de longue durée pour remplir les fonctions techniques essentielles de l'USOAP mobilise du temps et des ressources des SPO, qui doivent former le personnel détaché pour qu'il soit capable de fonctionner au même niveau qu'un TO, ce qui prend en général un an. Comme les détachements à l'OACI durent d'ordinaire de 2 à 3 ans, cet investissement est perdu au départ du personnel détaché et doit être renouvelé pour le détachement suivant, ce qui alourdit le fardeau des SPO. Vu la situation actuelle de sa dotation en personnel, l'USOAP a d'importants défis à relever pour faire face de manière durable et efficace au volume prévu de fonctions et tâches USOAP-CMA à exécuter. Deuxièmement, pour l'exécution des activités USOAP-CMA, le programme dépend de détachements de courte durée pour les postes d'auditeur ou de SME. S'il n'y a pas assez d'auditeurs/de SME disponibles, le champ d'application des activités peut être réduit, ou les activités peuvent être annulées. Le programme a déterminé que le manque d'auditeurs/de SME découle de ce qui suit : - Incapacité de participer : auditeurs/SME qui ne peuvent pas participer aux activités en raison de conflits d'horaires ; États qui ne peuvent pas libérer de personnel pour la réalisation de deux activités USOAP-CMA par année conformément à l'obligation qui leur est faite dans la lettre AN 19/34-15/35. - Éviter un conflit d'intérêts perçu/réel/potentiel : politiques en place qui empêchent les auditeurs/SME d'effectuer des audits de leur propre État ou d'États à qui ils ont fourni une assistance, ou qui empêchent les fonctionnaires régionaux de l'OACI de participer à des activités dans des États de leurs régions respectives. - Changement de situation : auditeurs/SME mutés ou qui ont pris leur retraite, ce qui les rend inadmissibles à un détachement de courte durée pour les activités USOAP-CMA. Cette information n'est pas toujours communiquée à l'avance, ce qui fait que le programme se trouve confronté à la situation seulement après avoir fait une demande de mise à disposition pour une activité. La possibilité de faire appel à des chefs d'équipe provenant des personnels des États peut élargir le bassin de chefs d'équipe pour l'exécution des activités. Troisièmement, en 2016, un programme de spécialistes désignés a été mis en place afin d'aider l'USOAP-CMA à réaliser davantage de tâches et d'activités. Trait principal : permettre à l'OACI de conserver les compétences spécialisées acquises grâce à la formation et aux missions, ainsi que le savoir USOAP-CMA institutionnel, dans le cadre d'un programme qui attribue des tâches à des spécialistes USOAP-CMA qualifiés

Titre	Groupe E : Dix-huit recommandations relatives aux ressources humaines
Justification	et expérimentés. Les spécialistes désignés aident à l'exécution des validations hors site, des évaluations de CAP et des mises à jour. Actuellement, les auditeurs/SME qualifiés USOAP qui ont pris leur retraite d'une AAC ou d'une organisation régionale ne sont plus disponibles pour les activités USOAP-CMA. Élargir le programme de spécialistes désignés de manière à permettre l'inclusion des retraités dans le bassin d'auditeurs/SME qualifiés aiderait à l'exécution du nombre croissant de tâches et d'activités. Quatrièmement, le processus de formation et de qualification des auditeurs/SME est exigeant en main-d'œuvre pour l'entité MO ; il alourdit le fardeau des SPO et des membres d'équipe expérimentés durant l'exécution des activités USOAP-CMA. Afin d'optimiser le processus de formation et de qualification sur site des candidats qui ont mené à bien la formation assistée par ordinateur (FAO), qui est gratuite pour les candidats qualifiés (conformément à la lettre AN 19/34-15/35), une méthode de formation renforcée faisant appel à une simulation d'activité USOAP-CMA et fournissant des outils pratiques aux candidats avant la qualification finale allégerait le fardeau des SPO et des membres d'équipe expérimentés durant les activités USOAP-CMA. Cette méthode devrait pouvoir être utilisée pour plusieurs candidats simultanément. De cette manière, davantage de candidats pourraient être pré-qualifiés et préparés en vue de leur qualification finale sur site dans le cadre de la formation en cours d'emploi (OJT) obligatoire.
Recommandation	Pour renforcer le personnel de l'OACI et assurer un fonctionnement durable et efficace de l'USOAP-CMA, l'USOAP-AG recommande ce qui suit : E.1. Analyser les activités menées et les ressources disponibles à l'OACI, notamment l'entité MO et les bureaux régionaux, afin de dégager les besoins, les défis, les occasions et les solutions possibles en ce qui a trait à l'exécution de l'USOAP-CMA. E.2. S'employer à doter l'entité MO d'un personnel suffisant, notamment pour ce qui est des ressources dans les bureaux régionaux, pour assurer la durabilité de l'USOAP-CMA. Pour encourager une augmentation des propositions de détachements de courte durée afin de constituer un bassin suffisant d'auditeurs/SME compte tenu du nombre requis d'activités USOAP-CMA, l'USOAP-AG recommande ce qui suit : E.3. Rediffuser la lettre AN 19/34-15/35 en insistant en particulier sur les spécialités et les exigences linguistiques du programme à ce stade, tout en soulignant que la FAO est gratuite pour les candidats qui répondent aux critères de qualification indiqués dans la lettre AN 19/34-15/35 ; E.4. Modifier la section « Compétences et expérience requises » de chaque pièce jointe à la lettre AN 19/34-15/35 de façon à indiquer « <i>Excellente maîtrise du français, de l'anglais et de l'espagnol, tant à l'oral qu'à l'écrit, et connaissance fonctionnelle de l'anglais</i> » ; E.5. Trouver et mobiliser les ressources pour la fourniture de formation, y compris la FAO, et d'éléments indicatifs en français, en anglais et en espagnol ; E.6. Prendre en considération les principes énoncés dans le Doc 10070, <i>Manual on the Competencies of Civil Aviation Safety Inspectors</i>, lors de la rediffusion de la lettre 15/35 ; E.7. Faire connaître la nouvelle lettre aux États à l'occasion des réunions et événements de haut niveau auxquels participent des fonctionnaires supérieurs ; E.8. Établir et mettre en œuvre un mécanisme (p. ex. outil ou base de données en ligne) permettant aux États membres de signaler la disponibilité de personnel pour des détachements de courte durée aux postes d'auditeur/SME, pour les activités USOAP-CMA ; E.9. Fournir aux États des informations détaillées, dans le Doc 9735, sur la hiérarchisation, la planification et l'affectation des ressources humaines aux fins des activités USOAP-CMA ;

Titre	Groupe E : Dix-huit recommandations relatives aux ressources humaines
Recommandation	E.10. Examiner la nécessité de la cible actuelle de trois auditeurs/SME dans la liste (détachements de courte durée) par domaine d’audit et activité ; E.11. Étudier la possibilité de demander aux États d’engager leurs fonctionnaires retraités qualifiés USOAP, pour effectuer des activités USOAP-CMA dans le cadre de détachements de courte durée ; Afin d’élargir davantage le bassin de spécialistes désignés disponibles pour l’exécution du nombre nécessaire d’activités USOAP-CMA, l’USOAP-AG recommande ce qui suit : E.12. Examiner l’élargissement du programme de spécialistes désignés pour l’USOAP-CMA, y compris des critères pour l’inclusion de fonctionnaires nationaux ayant déjà été détachés possédant de l’expérience en tant qu’auditeur/SME USOAP-CMA. Pour optimiser davantage le processus de formation et de qualification des auditeurs/SME, l’USOAP-AG recommande ce qui suit : E.13. Renforcer les orientations et le processus de formation et de qualification en établissant et mettant en œuvre un système documenté d’évaluation des candidats focalisé sur les connaissances, les habiletés, les attitudes et l’expérience ; E.14. Renforcer le processus de formation en dispensant une formation de type « en salle de classe » qui s’intéresse à la fois aux activités sur site et aux activités hors site et fait appel à une simulation d’au moins une activité USOAP-CMA. La formation devrait comprendre une évaluation des candidats avant le passage à l’évaluation finale sur site durant la formation en cours d’emploi ; E.15. Dispenser une formation face à face à distance et prévoir une formation récurrente dans les plans de formation périodique ; E.16. Améliorer les orientations connexes traitant de préparation, d’exécution et de compte rendu, y compris les indications sur la façon de rédiger les constatations et les questions fréquentes sur les PQ souvent considérées comme étant « difficiles » ou « posant problème », afin de fournir de meilleurs éléments de référence pour consultation après la formation ; E.17. Mettre en place un mécanisme de suivi pour l’évaluation des performances des auditeurs.
Avantages et défis	Afin d’améliorer la productivité générale et la normalisation générales, la fiabilité du personnel, la préservation du savoir institutionnel et la planification de la relève, d’augmenter le nombre de chefs d’équipe du siège pour les activités USOAP-CMA, et de réduire le fardeau et le risque d’épuisement des SPO, l’OACI devrait veiller à ce que l’entité MO dispose des ressources humaines suffisantes pour s’acquitter de manière autonome et efficace du volume prévu de fonctions et de tâches, sans compter sur des détachements de longue durée des États pour faire fonctionner le programme de façon durable. Élargir le bassin de personnel détaché pour de courtes périodes et rationaliser le processus alimentant ce bassin augmentera la disponibilité et la capacité de personnel en détachement de courte durée qui peut être affecté à des postes d’auditeur/de SME pour des activités USOAP-CMA. Cela optimisera l’établissement des horaires des auditeurs/SME et réduira le risque d’avoir à modifier le champ d’application des activités faute d’auditeurs/SME, assurant ainsi une plus grande stabilité pour les activités USOAP-CMA et aussi pour les États. De plus, les États proposant des détachements de courte durée pour les fonctions d’auditeur/SME disposeront d’informations plus prévisibles sur le moment où il sera demandé aux membres de leur personnel de participer à des activités USOAP-CMA. Les États devront investir des

Titre	Groupe E : Dix-huit recommandations relatives aux ressources humaines
	ressources pour l'entretien du mécanisme servant à fournir des informations à jour sur la disponibilité de leur personnel en détachement de courte durée. En participant au programme, les spécialistes nationaux auront une plus grande visibilité et une meilleure compréhension des travaux de l'OACI et de l'USOAP-CMA, de ses processus et de ses exigences. L'élargissement du programme de spécialistes désignés permettra la préservation, pour les activités USOAP-CMA, des compétences spécialisées des auditeurs/SME nationaux qualifiés USOAP qui prennent leur retraite, ainsi que la formation de nouveaux auditeurs/SME. Une bonne gestion des conflits d'intérêts est nécessaire. Les États devront libérer leur personnel pour la formation en salle de classe à l'OACI, mais les candidats tireront avantage d'une connaissance approfondie de l'exécution d'une activité de l'OACI et des outils mis à leur disposition pour mieux réussir l'évaluation finale et la formation en cours d'emploi sur site. Le processus amélioré de formation et de qualification pourrait aussi alléger la charge de travail des SPO et réduire les coûts de la fourniture de formations OJT multiples.
	Membre du personnel chargé d'effectuer des tâches de SPO dans les domaines AIG et LEG au sein de l'équipe d'audit OAS, de la coordination avec les groupes d'experts compétents et d'autres travaux connexes. TO supplémentaires pour assurer le soutien dans les domaines d'audit au sein de l'équipe d'audit OAS et exécuter le volume prévu de fonctions et de tâches sans compter sur des détachements de longue durée des États pour faire fonctionner le programme de façon durable. Les projets issus de ces recommandations peuvent être gérés et exécutés par des SME de l'entité MO, mais cela pourrait retarder d'autres tâches en raison du réaménagement des priorités des SME participant aux projets. Des consultants ou du personnel en détachement de longue durée seront peut-être nécessaires pour aider à ces projets. Les bureaux régionaux devront être appelés à déterminer les besoins et les défis du renforcement de leur soutien de l'USOAP-CMA, ainsi que les occasions et les solutions possibles de renforcement. Dans le cas des États, les détachements de courte durée à l'USOAP-CMA imposeront des investissements de temps et d'efforts à la fois durant la phase de formation et durant le séjour des membres de leur personnel aux postes d'auditeur/de SME pour l'exécution des activités USOAP-CMA. La détermination ou la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des recommandations relatives aux exigences linguistiques devront être effectuées sur une base annuelle. Examen de possibles modifications à apporter au protocole d'accord relatif à l'USOAP-CMA.

Titre	Groupe F : Trois recommandations relatives à des considérations à long terme touchant la poursuite de l'évolution de l'USOAP
Objectifs	Préserver la pertinence, l'applicabilité et l'acceptation mondiale du programme en renforçant la durabilité et la résilience.
Justification	La mise au point de technologies totalement nouvelles pour le marché de l'aviation civile est vue par les acteurs de l'industrie aéronautique comme un moyen de les aider à demeurer compétitifs. Les technologies de rupture, les fonctions automatisées, les nouveaux modèles d'activités, l'externalisation des risques (qui suit l'externalisation de nombreuses activités) et les nouveaux types et sources de données ont une incidence sur les systèmes de gestion de la sécurité utilisés dans l'industrie, notamment en ce qui concerne la gestion du changement et l'examen des problèmes émergents⁵. Les États doivent être capables de s'adapter à ces problèmes émergents pour remplir efficacement et continuellement leurs fonctions de supervision de la sécurité et de gestion de la sécurité. L'évaluation de la capacité d'un État à faire face à un environnement en constante évolution a été ajoutée aux SSPIA. Il est indispensable que les États aient la capacité nécessaire pour intégrer les progrès de l'industrie à leurs fonctions de sécurité, qu'ils soient de nature technologique ou de nature organisationnelle. Toute lacune grave à ce sujet pourrait entraîner une détérioration notable des performances de ces fonctions. Comme chaque État a son propre environnement industriel, l'évaluation de cette capacité ne devrait pas être vue comme une comparaison des performances entre les États mais comme un processus visant à détecter des dangers possibles propres à l'État. À long terme, et étant entendu que les niveaux de maturité à définir pour l'EI et les SSPIA ne suffiront peut-être pas pour déterminer les capacités des États en matière de supervision de la sécurité, d'enquête sur les accidents/incidents d'aéronefs et de gestion de la sécurité, l'USOAP devrait continuer d'évoluer de façon à intégrer les SSPIA dans les activités USOAP-CMA traditionnelles afin d'assurer une surveillance globale des États. Une telle évolution devrait donner lieu à un programme fondé sur des éléments probants qui tient compte des risques et est axé sur les résultats, et préparer en même temps la transition vers un programme futur conçu de façon à rester pertinent et applicable, conformément à la politique de l'Organisation relative à la poursuite d'une approche proactive de la sécurité dans le cadre du concept de gestion de la sécurité, tel que visé par l'Annexe 19. Le nombre d'activités hors site est faible par rapport à celui des activités sur site. Plus précisément, 36 activités USOAP-CMA ont été menées en 2019, à savoir : dix audits CMA, 17 missions de validation coordonnées de l'OACI (ICVM), sept activités hors site et deux SSPIA. Il est donc recommandé de promouvoir l'exécution d'activités hors site lorsqu'elles sont possibles, en utilisant les outils disponibles les plus efficaces et en respectant les principes de la CMA. Augmenter le nombre d'activités hors site peut aider à actualiser les évaluations des États, en particulier à analyser les PQ permettant une évaluation hors site.
	L'USOAP-AG recommande ce qui suit : F.1. Envisager, dans le cadre du développement des activités USOAP-CMA et des SSPIA introduites récemment : a. d'inclure un processus permettant d'évaluer la capacité d'un État à faire face à des changements qui ne sont pas encore pris en compte dans le système de certification et de surveillance qu'il a mis en place* ; b. d'examiner et de proposer périodiquement des suggestions, si besoin est, pour faire avancer les PQ des SSPIA actuelles afin d'évaluer la capacité des États à s'acquitter de leurs fonctions et responsabilités de gestion de la sécurité dans un

* Cette recommandation peut faire l'objet d'initiatives de la plate-forme de consultation USOAP visée dans la Recommandation C.2.

⁵ Le Doc 10004, *Plan pour la sécurité de l'aviation dans le monde 2017–2019*, § 3.3.5.1, indique ce qui suit : « Les problèmes émergents incluent les opérations, technologies, politiques publiques, modèles ou idées d'activités pouvant avoir à l'avenir une incidence sur la sécurité, sur lesquelles les données existantes sont insuffisantes pour réaliser une analyse type guidée par les données. Il est important que la communauté aéronautique internationale reste vigilante quant aux problèmes émergents afin de détecter les risques de sécurité potentiels, collecter les données correspondantes et élaborer proactivement des atténuations pour y remédier. La gestion des problèmes émergents, en particulier les risques de sécurité potentiels, peut fournir l'occasion de promouvoir la recherche. L'utilisation de technologies, procédures et opérations nouvelles devrait en conséquence être encouragée. »

Titre	Groupe F : Trois recommandations relatives à des considérations à long terme touchant la poursuite de l'évolution de l'USOAP
Recommandation	environnement en constante évolution, où l'industrie aéronautique met en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux modèles d'activités et utilise de nouveaux types et sources de données* ; c. de créer des indicateurs ou d'utiliser des indicateurs existants pour rendre compte de la capacité des États à faire face à un environnement en constante évolution ; d. d'intégrer les résultats des SSPIA dans l'élaboration future d'un profil USOAP de l'État. F.2. Envisager, en vue de la prochaine édition des PQ de l'USOAP-CMA* : a. un examen du nouveau jeu de PQ prioritaires ; b. une approche transversale pour les domaines d'audit USOAP, dans la détermination des résultats par PQ ; c. la saisie des observations qui ont été recueillies durant les activités USOAP-CMA sur site mais qui n'ont peut-être pas de lien direct avec les PQ. F.3. Envisager, dans le contexte de l'évolution à long terme de l'USOAP-CMA : a. d'élargir davantage l'utilisation et la présentation des indicateurs pour la hiérarchisation des États aux fins des activités ; b. d'examiner des champs d'application et des fréquences différents pour les activités USOAP-CMA adaptées aux besoins des États et basées sur les données, les informations et les éléments de renseignement générés par l'USOAP et par les programmes d'audit/d'évaluation des parties prenantes et de l'industrie, ce qui est appuyé par le concept original de l'USOAP-CMA.*
Avantages et défis	En évoluant sans cesse parallèlement à l'industrie aéronautique, laquelle est en perpétuel changement, l'USOAP-CMA restera pertinent, applicable et mondialement accepté. Évaluer l'adaptabilité et la résilience d'un État aux évolutions de l'industrie aéronautique, principalement au moyen d'activités SSPIA, permettra de déterminer sa capacité de faire face à ces évolutions. Il y a lieu de noter que certains États risquent de percevoir l'évaluation de la capacité et les indicateurs connexes comme une comparaison de performances. Il importe donc d'être clair dans la présentation de ces éléments. Il conviendrait de poursuivre la coordination avec les groupes compétents, notamment la plate-forme de consultation USOAP-CMA proposée, le Groupe d'étude du GASP et le Groupe d'experts de la gestion de la sécurité, en tenant compte de leurs propres échéanciers et mandats. Notant et appuyant les recommandations du GEUSR et le processus permanent de mise en œuvre, en examinant périodiquement la présentation des indicateurs nationaux et les questions de protocole telles que les PQ prioritaires (PPQ), l'USOAP-CMA met à jour et suit la façon dont les États s'occupent des changements survenant dans le système aéronautique. Il aide aussi les États à mieux comprendre les PQ qui sont plus fortement corrélées au risque de sécurité opérationnelle, ce qui permet une meilleure focalisation des ressources. Ces recommandations créeront donc des occasions pour des activités USOAP-CMA ciblant des aspects plus cruciaux. Un équilibre optimal des activités sur site et hors site garantirait la meilleure utilisation des ressources dans l'exécution des activités USOAP-CMA.
Incidences sur les ressources	Les projets issus de ces recommandations peuvent être gérés et exécutés par les SME de l'entité MO, mais cela pourrait retarder d'autres tâches en raison du remaniement des priorités des SME participant aux projets. Des consultants ou du personnel détaché seront peut-être nécessaires pour aider à ces projets. Les bureaux régionaux devront être appelés à déterminer les besoins et les défis du renforcement de leur soutien de l'USOAP-CMA, ainsi que les occasions et les solutions possibles de renforcement. La mise en œuvre des recommandations à moyen terme peut aussi optimiser les ressources de l'entité MO et les rendre de plus en plus disponibles pour de nouveaux projets et/ou activités USOAP-CMA prioritaires.

Titre	Groupe F : Trois recommandations relatives à des considérations à long terme touchant la poursuite de l'évolution de l'USOAP
	Pour collecter, analyser et utiliser les données et informations viables supplémentaires provenant des parties prenantes, de l'industrie et d'autres sources, et, le cas échéant, assurer la connectivité entre les résultats d'un programme USOAP-CMA en évolution et les séries de données historiques, l'entité MO aura besoin d'une analyse aéronautique spécifique, d'une coordination des ressources humaines et des moyens, ainsi que d'outils de TI. Des SPO devront être affectés au développement plus poussé de cette recommandation.